

Journal de bord d'un certain Hugo Chavez (2.1.11)

En 2010 le Venezuela a remporté de nombreuses victoires dans sa transformation structurelle : la démocratie participative vient d'être renforcée par de nouvelles lois qui multiplient le pouvoir des conseils communaux et des communes dans l'État ; la loi sur l'université, autre exemple, resserre ses liens avec ces organisations citoyennes. La CEPAL, organisme de l'ONU qui mesure les progrès économiques et sociaux en Amérique Latine, a fait l'éloge en novembre du Venezuela "en tête, avec l'Argentine, le Brésil et la Bolivie, de la réduction de l'inégalité et de la pauvreté pour les dix dernières années". Ainsi débute un de Thierry DERONNE, journaliste français résidant fréquemment au Venezuela.

Ces derniers mois le gouvernement bolivarien a récupéré des entreprises immobilières aux mains de mafias qui escroquaient la classe moyenne, indemnisé leurs victimes, nationalisé au bénéfice des travailleurs et des usagers des entreprises ou des banques pratiquant la fraude. Les récentes inondations qui ont privé de toit des dizaines de milliers de familles donnent un coup de fouet à la politique du logement et à la réforme agraire (24000 hectares remis aux petits producteurs du Zulia en décembre) tandis que Hugo Chavez demande aux révolutionnaires de se "radicaliser à gauche et de travailler au sein du peuple, dans la rue, dans les quartiers, main dans la main".

Les grands groupes médiatiques (les propriétaires de El Pais, du Monde, de Libération, etc..) ont occulté cette transformation, pour ne parler que d'un article de la Constitution qui permet de décréter des mesures d'urgence en matière économique et sociale ...preuve de la "dictature". Déjà, en 2007, lorsque le président Hugo Chavez avait utilisé du même article, le chœur médiatique avait martelé la même interprétation. Un simple suivi montre pourtant que les décrets de cette époque ne visaient qu'à accélérer le développement économique et social (nationalisations de l'électricité, sidérurgie, cimenterie, etc..). * Comptons sur les mêmes journalistes pour éviter tout suivi sur les mesures à venir... Nous offrons par contraste quelques pages du "journal de bord" d'un certain Hugo Chavez.

"Le Ministre Loyo vient de m'informer qu'il est sur place avec le Commandant Général de l'Armée, avec les institutions, l'Institut des Terres, les organismes de sécurité de l'État Bolivarien. A midi selon ce rapport il restait encore sept grands domaines (latifundios) auxquels ils n'avaient pu arriver à cause des inondations, de l'état des voies d'accès, nous avons mis des hélicoptères, toute une armée civile et militaire en action, parce que là-bas les grands propriétaires se vantent d'être armés et d'avoir l'appui des paramilitaires, et j'ai dit aux généraux, qu'ils les dégagent leurs armes, s'ils le font nous nous défendrons, sur un pied d'égalité, non ? Ils menacent de mort les fonctionnaires de l'Institut des Terres, c'est une zone d'extrême pauvreté, et ce qui abonde au sud du Lac de Maracaibo dans ces plantations de bananes, aujourd'hui inondées pour la plupart, c'est l'esclavage, même pas le capitalisme, non, l'esclavage.

S'il y a un point pour lequel on peut remercier les pluies et les inondations, c'est qu'elles font affleurer le réel. Comme les eaux en crue des rivières du llano, comme le chante "El Cubiro", Adán connaît cette chanson, comment dit-elle encore ? Voguant, voguant sur le fleuve.. Comme dit "El Cubiro", lorsqu'il entre en crue le fleuve réveille des paysages endormis, l'eau qui monte réveille les oiseaux guacharacas, les serpents fuient leurs cavités, même le caïman doit se secouer quand le fleuve Arauca déborde ; Les crues nous ont permis d'observer ce que parfois nous ne voyons plus, ce à côté de quoi nous passons sans le voir, soit parce que nous ne voulons pas nous rendre compte, soit parce que cela nous est difficile. En survolant en hélicoptère les grandes inondations de Tucacas, de Chichiriviche par exemple, on se rend compte très vite, que ce qui est inondé ce sont les quartiers pauvres ; les riches ont érigé leurs talus, ont élevé le niveau des terres avec des machines, ils ont fait de l'urbanisme, n'est-ce pas ce que disent les ingénieurs ? De l'urbanisme.

Mais les pauvres ont dressé leurs baraques sans urbanisme, là, au niveau de la terre, parfois sous le niveau de la mer comme à Higuerote, où la mer surpasse le niveau des quartiers. Nous avons parcouru la côte jusqu'au cap Codera, cela faisait des années que je ne volais pas là-bas, depuis la tragédie de Vargas.

Onze ans que je ne faisais pas ce parcours en hélicoptère, pour voir tous les villages de la côte, Cabo Codera, c'est la limite de Miranda avec Vargas, n'est-ce pas? Les zones pauvres inondées, au coeur du village, c'est là où vivent les travailleurs qui servent dans les hôtels de luxe, les femmes et les hommes avec l'eau jusqu'à la poitrine, les femmes portent les enfants, les hôtels de luxe restés intacts.

Au sud du Lac de Maracaibo quelque chose d'étrange s'est produit, j'ai dit "le peuple a marqué un point". En fait il a tout perdu parce que le fleuve a inondé tous les pauvres, mais le latifundio d'un riche, a été inondé aussi. J'ai demandé au maire "dis donc, c'est bizarre que ce grand domaine soit inondé aussi". Il m'a dit : "non, c'est parce que nous avons ouvert un canal pour y évacuer l'eau , parce que les riches creusent des canaux pour que l'eau se déverse chez les pauvres". Tu vois?

Je fais ces commentaires sur la situation que nous vivons, parce que nous devons faire un effort suprême et nous rendre compte à travers ces petits détails, qui sont gigantesques, de l'extrême inégalité de la distribution de la terre. Quel est le premier des moyens de production? Le plus important après l'humain, après celui des travailleurs? La terre. La mère, la pacha mama, la mama pacha, la terre.

Je me rappelle que là-bas dans l'État d'Apure, pendant la saison sèche les latifundistes utilisaient des machines qui ne leur appartenaient pas, les machines du peuple, des machines publiques, comme un payloader appartenant à un conseil municipal ou au gouvernement régional, c'étaient les riches qui les utilisaient.

Ils emportaient un payloader, je me souviens d'avoir fait arrêter l'un d'eux, et cela m'a causé un problème terrible : j'avais dit aux soldats, ramenez cette machine, ramenez-la à la garnison. C'est qu'ils bouchaient les rivières, le Caño Caribe, ils le bouchaient pour que les indigènes ne puissent naviguer, pour que personne ne puisse naviguer, mais surtout les indigènes, les yaruros, les cuibas. Ils faisaient des bouchons de terre, et je me chargeais de les détruire, j'ai même utilisé de la dynamite pour en défaire un très dur, "faites-le sauter !".

De même un jour j'ai fait tirer sur des cadenas épais qu'ils installaient sur les chemins communaux au milieu des terres : "passage interdit". Comment osent-ils barrer un chemin communal? Ah, on ne trouvait plus la clef? Poum! Le juge m'a convoqué au tribunal, ils me dénonçaient, ils m'ont surnommé le casse-cadenas, "là-bas il y a un capitaine casse-cadenas". Mais cette réalité reste vivante, cruellement, dans une grande partie de notre campagne, je parle de l'échelle nationale, pour les paysans, les zones rurales dans les villes, partout.

C'est pourquoi je demande de faire un effort suprême, comme lorsqu'on marche de nuit dans la plaine et qu'il faut aiguïser le regard ou emporter des jumelles spéciales. Comme dans un blindé, lorsqu'il faut ajuster le périscopes, à la moindre fumerole, au moindre bruit, même le plus imperceptible.

Nous devons aiguïser à fond notre capacité de percevoir la réalité, ne pas tomber dans l'indifférence, ce qui est un autre extrême : chercher la ligne de moindre résistance pour éviter les conflits, pour ne pas entrer dans le vif du sujet. Non. Nous devons entrer au coeur, au plus profond de notre réalité.

Donc nous avons pris la mesure de récupérer ces grands domaines en application de la Constitution et de la Loi des Terres, trop retardée sur le terrain, vraiment. Une des causes de ce retard est que les mafieux de cette région ont fait assassiner plus de 200 dirigeants paysans. C'est le règne des sicaires, ils en tuent un pour en menacer cent. Ils ont menacé de mort des fonctionnaires civils et des militaires aussi.

Donc sous la pression d'une situation aussi dure, aussi dramatique, je me suis renseigné et me suis rendu compte que tous les dossiers étaient prêts pour ces premiers 47 latifundios. J'ai envoyé le chef de l'armée, le deuxième chef de l'armée, le troisième chef de l'armée et je leur ai dit: s'il vous faut déménager le Commandement Général sur place, au sud du Lac, hé bien que toute l'armée vénézuélienne se mette en mouvement, avec ses blindés et ses hélicoptères, et les milices paysannes, mais pas sans défense, armées.

Ces mafieux ne peuvent détenir, nous ne pouvons permettre qu'ils détiennent, plus de pouvoir qu'une Révolution.

Si nous permettions que la contre-révolution détienne plus de pouvoir que la révolution, ce jour-là serait notre perte. Le Pouvoir Moral, est le plus grand pouvoir que doit posséder une Révolution.

Eux se sont étiolés, ils n'ont pas de force morale."

Classe inaugurale prononcée à l'Institut Supérieur d'Études Politiques du Parti Socialiste Unifié du Venezuela, Le 17 décembre 2010.

Traduction : Thierry Deronne pour La revolución vive

Source : Blog de Hugo Chavez

.